



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement et de la protection des espaces

Installations classées pour la
protection de l'environnement

ARRETE

AUTORISATION
RECUPERATION AUTO JOBARD
à MOZE SUR LOUET

D3 - 2004 - n° 944

**Le préfet de Maine-et-Loire,
chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu la demande formulée par M. le Directeur de l'Entreprise RECUPERATION AUTO JOBARD, afin d'être autorisé à exploiter un chantier de démolition automobile situé au lieu-dit "Le Point du Jour", route de Cholet 49610 MOZE SUR LOUET ;

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu l'arrêté prescrivant l'enquête publique à laquelle il a été procédé du mardi 7 mars au vendredi 7 avril 2000 inclus sur la commune de MOZE SUR LOUET ;

Vu les arrêtés de prorogation de délai à statuer des 4 août 2000, 5 février 2001, 3 août 2001, 1^{er} février 2002, 17 janvier 2003, 17 octobre 2003 et 4 mai 2004 ;

Vu les certificats de publication et d'affichage ;

Vu la délibération du conseil municipal de MOZE SUR LOUET ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental de l'équipement, du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national des appellations-d'origine ;

Vu le rapport de l'ingénieur de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, du 12 septembre 2000 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du jeudi 5 octobre 2000 émettant un avis favorable à l'autorisation demandée mais précisant que le plan d'occupation des sols ne permet pas une telle installation ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512.1 du livre V du code de l'environnement relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que la révision du plan local d'urbanisme de la commune de MOZE SUR LOUET a été approuvée par délibération du conseil municipal du 31 août 2004 et qu'il n'existe plus d'obstacle à délivrer l'autorisation demandée ;

Considérant que la situation géographique et les conditions d'exploitation sont favorables au maintien de cette activité, notamment grâce au plan de réduction des impacts proposé par l'exploitant pour réduire les nuisances occasionnées par son activité ;

Considérant que les mesures prises par l'exploitant pour mettre aux normes les moyens de lutte contre l'incendie, notamment l'installation d'une réserve d'incendie, répondent aux objectifs fixés par les services d'incendie et de secours ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511.2 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Article 1 Autorisation d'exploiter

La société RECUPERATION AUTO JOBARD dont le siège social est situé Lieu-dit « Le Point du Jour » route de Cholet à MOZE-SUR-LOUËT (49610), est autorisée à exploiter à la même adresse les installations suivantes sous réserve de la stricte application des dispositions énoncées au titre du présent arrêté :

Rubriques	Activités	A/D	Capacité
286	Installation de traitement de carcasses de véhicules hors d'usage d'une surface supérieure à 50 m ² La surface exploitée est supérieure à 50 m ²	A	7 600 m ²
2930	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules à moteurs La surface exploitée est supérieure à 500 m ²	D	520 m ²

Article 2 Caractéristiques des installations

L'établissement a pour activité principale le traitement des Véhicules Hors d'Usage. L'affectation du site, dont la surface est environ égale à 7 600 m², est la suivante :

- des aires de stockage des véhicules non traités : véhicules en attente de décision et véhicules en attente de dépollution pour une surface totale égale à environ 2 000 m²,
- 1 aire de dépollution et de démontage d'une surface environ égale à 200 m²,
- 1 bâtiment d'une surface environ égale à 700 m² répartie en atelier de démontage de 520 m² et en zone de stockage des pièces détachées de 180 m²,
- 1 bâtiment réservé aux bureaux, à l'accueil et aux locaux sociaux d'une surface de 70 m²,
- des aires de stockage des véhicules traités: véhicules dépollués en attente de démontage, véhicules exploités et de matériels non souillés pour une surface totale égale à 2 000 m²,
- 1 zone de stationnement des véhicules d'occasion et de parking client pour des surfaces respectives de 500 m² et 100 m².

Titre I : Conditions générales de l'autorisation

Article 3 Règles de caractère général

3.1 Réglementation de caractère général

Sans préjudice des prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables à l'établissement :

- l'instruction technique du 10 avril 1974 relative aux dépôts et activités de récupération de

déchets de métaux ferreux et non ferreux,

- l'arrêté du 31 mars 1980 du Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter un risque d'explosion,
- les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 du Ministre de l'Environnement relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées,
- l'arrêté du 28 janvier 1993 du Ministre de l'Environnement concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées,
- le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages,
- l'arrêté du 23 janvier 1997 du Ministre de l'Environnement relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté du 2 février 1998 du Ministre de l'Environnement relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

3.2 Conformité aux plans et données techniques

Les installations et leurs annexes sont situées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

3.3 Modification - Abandon de l'exploitation

Tout projet de modification est porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

Toute cessation d'activité d'une installation autorisée au titre du présent arrêté fait l'objet d'une déclaration au préfet au moins un mois avant cette cessation. A cet effet, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Lors de la mise à l'arrêt définitif d'une installation, l'exploitant est tenu d'assurer la remise en état du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée.

3.4 Accident - Incident - Pollution

L'exploitant est tenu de déclarer immédiatement à l'inspection des installations classées tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

Les dépenses occasionnées par la lutte contre la pollution et les mesures de restauration du site sont à la charge de l'exploitant.

3.5 Contrôles et analyses

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment du respect des prescriptions énoncées au titre du présent arrêté. Les contrôles, analyses, rapports et registres prévus sont archivés pendant une période d'au moins trois ans. Tous les éléments et documents correspondants sont tenus à la disposition de

l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, des prélèvements et des mesures spécifiques effectués à l'émission ou dans l'environnement afin de vérifier le respect du présent arrêté.

Tous les contrôles prévus dans le cadre du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Titre II : Implantation, construction, aménagements et exploitation

Article 4 Règles générales d'implantation et de construction

4.1 Règles générales

Les installations sont conçues, aménagées et exploitées de manière à limiter les émissions polluantes dans l'environnement, en fonctionnement normal ainsi qu'en cas d'accident, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement des techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées.

Les installations comprenant tant leurs abords que leurs aménagements intérieurs sont conçues de manière à limiter la propagation d'un éventuel sinistre. Elles doivent permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours, éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de lutte et évacuer le personnel en cas de nécessité.

4.2 Intégration dans le paysage

L'exploitant prend toutes dispositions pour assurer l'intégration paysagère de l'établissement. Les installations et leurs abords sont en permanence entretenus et maintenus propres.

Le site est entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 m, au besoin doublée d'une haie vive ou d'un rideau d'arbres à feuillage persistant pour masquer le dépôt.

4.3 Délimitation des différentes zones

Sur le chantier, l'exploitant délimite les aires réservées aux opérations de traitement et aux stockages :

- stockages des véhicules en attente de traitement,
- zone de traitement des véhicules et de démontage de pièces de récupération,
- stockages des pièces souillées et des fluides enlevés sur les épaves,
- stockages des épaves traitées et des pièces non souillées en attente d'enlèvement.

4.4 Accès et voies de circulation internes

Les accès au site sont facilités, ils présentent un recul suffisant pour que l'entrée et la sortie des véhicules n'exigent pas de manœuvre. Les accès à l'aire de travail et aux stockages des différents types de véhicules et sous-produits (pneumatiques, matières plastiques, huiles, ...) sont maintenus libres de tout encombrement pour faciliter les mouvements des engins de manutention.

L'exploitant fixe les règles de circulation à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par tout moyen approprié (panneaux de signalisation, marquage au sol,

consignes,...).

4.5 Réseaux

Les réseaux ainsi que les tuyauteries et câbles franchissent les voies de circulation sous des ponceaux ou dans des gaines, ou sont enterrés à une profondeur convenable. Ils sont conçus pour résister aux contraintes mécaniques des sols. Ils sont repérés.

Les réseaux sont entretenus en permanence et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de garantir leur bon état.

Les réseaux comprenant notamment les secteurs raccordés, les regards, les points de branchement et les canalisations sont reportés sur un plan régulièrement mis à jour après chaque modification des circuits.

4.6 Bâtiments et locaux

Les bâtiments et les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou nocive.

Ils sont aménagés pour permettre une évacuation rapide du personnel. L'emplacement des issues offre au personnel des moyens de retraite. Les portes s'ouvrent vers l'extérieur et restent manœuvrables en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

Les issues sont en permanence dégagées. Le stationnement des véhicules n'est autorisé devant les portes et les voies d'accès aux bâtiments que pour des opérations de chargement et de déchargement.

4.7 Appareils, machines et canalisations

Tout appareil, machine et canalisation satisfait aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières qui lui sont applicables (appareils à pression, appareils de levage et de manutention, ...) et aux normes homologuées au moment de sa construction ou de toute modification notable. Celui qui n'est pas réglementé est construit selon les règles de l'art.

Les matériaux utilisés pour la construction des appareils, machines et canalisations sont choisis en fonction des conditions d'utilisation et des fluides contenus ou en circulation afin qu'ils ne soient pas sujets à des phénomènes de dégradation accélérée (corrosion, fragilité,...).

Ils font l'objet de mesures de protection adaptées aux agressions qu'ils peuvent subir (chocs, écrasements, corrosions,...). Les vannes portent de manière indélébile leur sens de fermeture.

Article 5 Règles générales d'aménagement, d'entretien et d'exploitation

5.1 Suivi et contrôles des installations

Les installations font l'objet d'un suivi régulier et sérieux attestant de leur maintien en bon état. Les contrôles sont fonction des réglementations applicables et des prescriptions imposées au titre du présent arrêté (nature des zones contrôlées, qualité des personnes compétentes pour intervenir, qualité du matériel employé,...).

Les installations sont contrôlées avant leur première mise en service, après toute modification importante ou arrêt de longue durée. Dans tous les cas, l'exploitant procède à des visites périodiques dont il doit être en mesure de justifier.

L'exploitant tient à jour un dossier de suivi des installations qui comprend les éléments suivants :

- les caractéristiques techniques de construction (plans de montage, schémas de circulation des fluides, schémas électriques,...), d'implantation et des modifications,
- le suivi des opérations de maintenance et les résultats des contrôles périodiques.

5.2 Produits et substances

L'exploitant dispose des documents qui lui permettent de connaître la nature et les risques des produits (chimiques, toxiques, corrosifs, inflammables, dangereux pour l'environnement,...) présents dans l'établissement, en particulier les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du Travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages contenant ces produits portent en caractères très lisibles l'identification des produits et les symboles de danger conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits et substances dangereux détenus.

5.3 Modalités de fonctionnement du site

Toute opération sur les véhicules ou manipulation, sur la voie publique, susceptible d'entraîner des écoulements de liquides polluants est interdite.

5.3.1 Stockages des véhicules

Tous les véhicules en attente de décision ou de traitement sont stockés sur des aires étanches raccordées au déboureur déshuileur dans les conditions fixées à l'article 7.

Les véhicules dépollués sont entreposés sur des aires spécialement aménagées à cet effet.

Le gerbage est limité à 2 véhicules en hauteur à l'exception des véhicules en attente de traitement pour lequel il est interdit.

5.3.2 Traitement des véhicules

Les véhicules sont dépouillés de tous les organes pouvant présenter des risques particuliers : batteries, coussins de sécurité, réservoir GPL, rétracteurs de ceintures, bidons d'huile, ...

Ils sont vidangés de tous les fluides qu'ils contiennent : carburant, huiles (moteur, boîte de vitesses, pont, direction, etc...) et liquides (freins, refroidissement, lave glace,...).

5.3.3 Récupération de pièces sur les épaves

Toute opération sur des pièces susceptibles d'engendrer un écoulement de fluides, notamment les moteurs, les ponts, les boîtes de vitesse, les organes de direction, est réalisée sur l'aire de démontage étanche.

Seules les pièces non souillées et ne présentant pas de risques de pollution peuvent être prélevées sur les épaves à leur poste de stockage.

5.3.4 Conditions de stockage des éléments démontés sur les véhicules

Les pièces et les produits susceptibles de générer des pollutions des eaux superficielles ou des sols sont entreposés à l'abri conformément aux dispositions de l'article 7.

Les stockages des matériaux sont réalisés au regard des risques (incendie, explosion, pollution des sols et des réseaux, ...) qu'ils présentent.

Les quantités des différentes matières entreposées sur le site respectent les volumes énoncés dans le

dossier de demande d'autorisation. Ainsi, les stockages sont limités aux quantités maximales suivantes :

- les huiles et les liquides de refroidissement et de lave glace sont respectivement stockés dans des récipients étanches d'une capacité de stockage de 3 000 et 1 000 l,
- les batteries sont entreposées dans un bac d'un volume de 1 m³ dans un endroit bien ventilé. Si elles sont vidées, l'acide est récupéré et éliminé conformément aux dispositions de l'article 10 du présent arrêté. Dans le cas contraire, elles sont rangées dans un conteneur en attendant leur enlèvement,
- les pneumatiques sont entreposés sur une aire réservée, en quantité limitée à 10 m³,
- les matières plastiques sont stockées sur une aire réservée, en quantité limitée à 20 m³,
- les coussins de sécurité et les rétracteurs des ceintures de sécurité non neutralisés sont entreposés en nombre respectivement limités à 5 en un lieu fermant à clef (local, armoire forte, ...). Une signalisation particulière indique la nature et la quantité de pièces stockées.

5.4 Bilan d'activités

Au plus tard le 1er mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan d'activité de l'année précédente.

Titre III : Sécurité

Article 6 Règles de sécurité

6.1 Installations électriques

Les installations électriques respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.

A l'intérieur des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, le matériel électrique est réduit au strict besoin de fonctionnement des installations. Il respecte les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980. Ces zones sont repérées sur un plan régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés ou sont protégés contre les chocs. Ils sont installés de façon à ne pas provoquer un échauffement.

6.2 Electricité statique et courants de circulation

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation. Toutes les structures et tous les appareils comportant des masses métalliques sont reliés par des liaisons équipotentielles et mis à la terre. Les dispositifs de prise de terre sont conformes aux normes en vigueur.

6.3 Foudre

Les dispositifs de protection des installations contre les effets de la foudre sont conformes aux normes

en vigueur.

6.4 Protections internes

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits et matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement (manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants,...).

L'établissement dispose d'équipements d'intervention pour le personnel et de moyens de défense contre l'incendie (extincteurs).

Les moyens internes sont adaptés aux risques présentés par les installations. Ils sont judicieusement répartis dans l'établissement, leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

Tous les matériels de sécurité et de secours sont correctement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.

6.5 Moyens externes

L'exploitant tient à la disposition des services d'incendie et de secours les informations nécessaires à la rédaction des plans de secours qu'ils établissent.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur. Outre les dispositifs portatifs, la défense contre l'incendie est assurée par une réserve d'eau d'une capacité minimale de 120 m³ dont le puits déporté est situé à moins de 100 m des bâtiments.

L'aire d'aspiration, accessible en toutes circonstances aux véhicules de lutte contre l'incendie, est aménagée conformément aux directives des Services d'Incendie et de Secours.

6.6 Consignes

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, l'exploitant établit des consignes qui fixent les comportements à observer dans l'enceinte de l'établissement.

Les consignes de sécurité sont établies pour faire face aux situations accidentelles et pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs. Elles indiquent :

- la conduite à tenir et les mesures d'urgence à prendre en cas d'accident (incendie, explosion, déversement accidentel de liquides,...),
- les moyens d'intervention et de protection à utiliser en fonction des risques,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, du centre antipoison,... ,
- les procédures d'arrêt d'urgence des installations,
- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque.

Ces documents, tenus à jour, sont accessibles à proximité des zones concernées.

6.7 Formation du personnel

L'exploitant veille à la formation et à la qualification de son personnel notamment dans le domaine de la sécurité. Il s'assure que le personnel concerné connaît les risques liés aux produits manipulés, les installations utilisées et les consignes de sécurité et d'exploitation.

6.8 Autorisation de travail - Permis de feu

Dans les zones à risques, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'une autorisation de travail accompagnée, au besoin, d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier a nommément désignée.

Cette autorisation de travail évalue les risques présentés par les travaux et formalise les modalités particulières de l'intervention (type de matériel à utiliser, mesures de prévention à prendre, moyens de protection à mettre en place).

Après l'achèvement de l'intervention et avant la reprise de l'activité, un contrôle de la zone de travail est effectué par l'exploitant ou son représentant.

Titre IV : Nuisances

Article 7 Prévention de la pollution des eaux

7.1 Prélèvements

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs des quantités prélevées.

Les réseaux d'alimentation en eau potable (publics et intérieurs) sont protégés contre les risques de contamination par la mise en place de dispositifs de disconnection adaptés.

La réalisation ou la mise hors service de tout forage est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

7.2 Consommations

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

7.3 Collecte des effluents liquides

Le site dispose de réseaux séparatifs pour la collecte des eaux résiduaires industrielles, les eaux sanitaires et les eaux pluviales.

7.4 Rejets des effluents liquides

Tout rejet direct ou indirect dans une nappe souterraine est interdit.

Les effluents liquides ne peuvent être rejetés que sous le strict respect des dispositions énoncées au titre du présent arrêté. Dans le cas contraire, les eaux résiduaires sont des déchets industriels qui sont éliminés dans des installations autorisées à cet effet.

7.4.1 Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires sont traitées conformément à la réglementation en vigueur. En cas d'assainissement autonome, le dispositif est soumis à l'avis de la DDASS, celui-ci est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.4.2 Eaux pluviales

Les eaux pluviales provenant du ruissellement des toitures sont directement évacuées vers le milieu naturel.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, provenant notamment de la zone de dépollution des véhicules et des aires de stationnement des véhicules non dépollués, transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans la réserve incendie. Le dimensionnement de ce dispositif est réalisé selon les règles de l'art. Il est régulièrement entretenu conformément aux recommandations du constructeur.

Les rejets du déshuileur présentent une teneur maximum en hydrocarbures totaux de 10 mg/l (norme NF T 90114). Les déchets produits respectent les dispositions de l'article 10 ci-après.

L'installation de traitement est équipée d'un dispositif automatique interdisant tout rejet en cas de saturation de l'appareil.

7.4.3 Eaux industrielles résiduaires

Les rejets des eaux de lavage des pièces respectent des valeurs limites suivantes :

Paramètres		Concentrations Instantanées en mg/l
MES	NF EN 872	100
Hydrocarbures totaux	NF T 90114	10

L'installation de traitement de ces effluents peut être la même que celle utilisée pour les eaux pluviales.

7.5 Points de rejets

Les effluents industriels sont rejetés dans la réserve d'eau d'incendie. Cet ouvrage fait l'objet d'entretien aussi fréquents que nécessaires (curages,...). Au besoin, les résidus sont traités conformément aux dispositions de l'article 10.

Les dispositifs de rejet sont aisément accessibles. Ils sont aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent dans de bonnes conditions de précision.

7.6 Prévention des pollutions accidentelles

7.6.1 Dispositions générales

Toutes les dispositions sont prises pour éviter tout déversement de produits dont les caractéristiques et les quantités émises seraient susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols et/ou des eaux superficielles ou capables d'altérer le fonctionnement ou rendement des ouvrages d'épuration.

Les stockages de produits dangereux sont réalisés au regard de tous les paramètres susceptibles d'entraîner ou de favoriser leur dispersion (choc mécanique, élévation de température). Les produits épandus sont récupérés rapidement et/ou éliminés conformément aux dispositions de l'article 10.

7.6.2 Capacités de rétention

Tout stockage susceptible de contenir, même occasionnellement, un produit répondant aux caractéristiques énoncées à l'article précédent est équipé d'une capacité de rétention étanche. Le volume utile est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- 50 % de la capacité totale des fûts dans le cas des liquides inflammables à l'exception des lubrifiants,
- 20 % de la capacité totale des fûts dans les autres cas,
- 800 litres au minimum ou la capacité totale du stockage si elle est inférieure à 800 litres.

Pour l'application de cette règle, les réservoirs reliés entre eux par le bas sont considérés comme un réservoir unique. Le volume des fluides contenus dans les canalisations non isolables raccordées à ces réservoirs est à prendre en compte.

Les capacités de rétention résistent à la pression des fluides et à l'action chimique des produits contenus. Elles sont maintenues en permanence propres et vides de tout matériel ou de tout fluide de nature à limiter le volume disponible.

Les aires de chargement/déchargement sur lesquelles ces produits sont susceptibles d'être manipulés, même occasionnellement, sont conçues et équipées pour éviter tout écoulement direct au milieu naturel.

Article 8 Prévention de la pollution atmosphérique

Les poussières, gaz polluants ou odeurs, sont captés à la source et canalisés.

Des mesures sont prises pour éviter la dispersion des poussières. En particulier, les produits pulvérulents sont confinés (récipients fermés, bâtiments fermés,...). Les sources émettrices de poussières sont capotées.

Article 9 Bruits et vibrations

9.1 Principes généraux

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes à la réglementation en vigueur. Les engins de chantier sont notamment conformes à un type homologué.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

9.2 Plages horaires de fonctionnement

L'établissement ne fonctionne pas en dehors des périodes de jour au sens de l'article 9.4 ci-après.

9.3 Emergences

Les bruits émis par les installations respectent les émergences maximales énoncées ci-après dans les zones à émergence réglementée au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997 :

- 5 dB (A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés, lorsque le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB (A),
- 6 dB (A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés, lorsque le niveau de bruit ambiant est supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A),

9.4 Niveaux de bruit limites

En aucun cas, les niveaux sonores en limites de propriété n'excèdent, du fait de l'établissement, les limites fixées ci-après :

Emplacements en Limites de propriété	Niveaux limites admissibles de bruit Leq en dB (A)	
	Période de jour 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés	Période de nuit 22h00 à 7h00 et dimanches et jours fériés
Point 1	70	--
Point 3	65	--

Les emplacements des points de mesures mentionnés ci-dessus sont reportés sur le plan joint au présent arrêté. Les points sont les points de mesure des niveaux sonores résiduels.

Article 10 Déchets

10.1 Principes généraux

Les déchets et les sous-produits d'exploitation non recyclés ou valorisés sont éliminés dans des installations autorisées au titre de la loi du 19 juillet 1976 dans des conditions propres à éviter de porter atteinte à la santé publique et à l'environnement.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que le conditionnement des déchets ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont compatibles avec les déchets enlevés, de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

10.2 Stockages des déchets

Dans l'attente de leur élimination, les déchets et résidus produits par les installations sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

10.3 Déchets particuliers

Les déchets d'emballage sont soumis aux dispositions du décret n° 94.609 du 13 juillet 1994. Ils ne peuvent être que valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie dans des installations agréées au titre du décret susvisé soit directement par le détenteur, soit après cession à un intermédiaire assurant une activité de transport, négoce ou courtage régulièrement déclarée auprès du préfet.

Les déchets d'emballages ne doivent pas être mélangés à d'autres déchets susceptibles de compromettre leur valorisation.

10.4 Contrôle de l'élimination des déchets

L'exploitant est toujours en mesure de justifier de l'élimination de ses déchets à l'aide de tout document tel que bon de prise en charge ou certificat d'élimination délivré par l'entreprise de collecte, de valorisation ou de traitement à laquelle il a fait appel.

10.5 Suivi des déchets

Au plus tard le 1er mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un récapitulatif des déchets produits au cours de l'année précédente. Ce document précise pour chaque catégorie de déchets les quantités en cause ainsi que les modalités de stockage et de transport interne et externe, les modes de traitement, valorisation et élimination ainsi que le tonnage total de produits fabriqués suivant le modèle de déclaration joint en annexe. Les documents justifiant de l'enlèvement et de l'élimination des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Titre V : Prescriptions particulières applicables à certaines installations

Titre VI : Compte rendu d'exploitation

Article 11 Echéancier des informations à transmettre à l'inspection des installations classées

Les éléments énoncés au titre du présent article sont adressés tous les ans à l'inspection des installations classées aux dates indiquées.

Article	Nature des informations à transmettre	Date
Art 5.4	Bilan d'activité	1 ^{er} mars
Art 10.5	Bilan d'élimination des déchets	1 ^{er} mars

Article 12 Echéancier des travaux

Dans un délai de 1 an suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un compte rendu relatif à l'exécution des travaux dont l'échéancier est défini ci-après :

Article	Nature des travaux	Délais
Art 4.2	Intégration paysagère	1 an
Art 5.3	Imperméabilisation des surfaces susceptibles d'être polluées	1 an
Art 6.5	Création de la réserve incendie	6 mois
Art 6.6 et 6.7	Rédaction des consignes et formation du personnel	1 an
Art 7.4.2	Traitement de toutes les eaux pluviales	1 an
Art 7.4.3	Traitement des eaux de lavage	6 mois
Art 10.5	Mise en place de la gestion des déchets	3 mois

Article 13 Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 14 Un exemplaire du présent arrêté doit être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement par le pétitionnaire.

Article 15 Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de MOZE SUR LOUET et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de MOZE SUR LOUET et envoyé à la préfecture.

Article 16 Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de M. le Directeur de l'entreprise RECUPERATION AUTO JOBARD dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 17 Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture et à la mairie de MOZE SUR LOUET.

Article 18

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de MOZE SUR LOUET, les inspecteurs des installations classées et le colonel commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, établi en deux exemplaires originaux.

Fait à ANGERS, le 29 NOV. 2004

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général de la préfecture

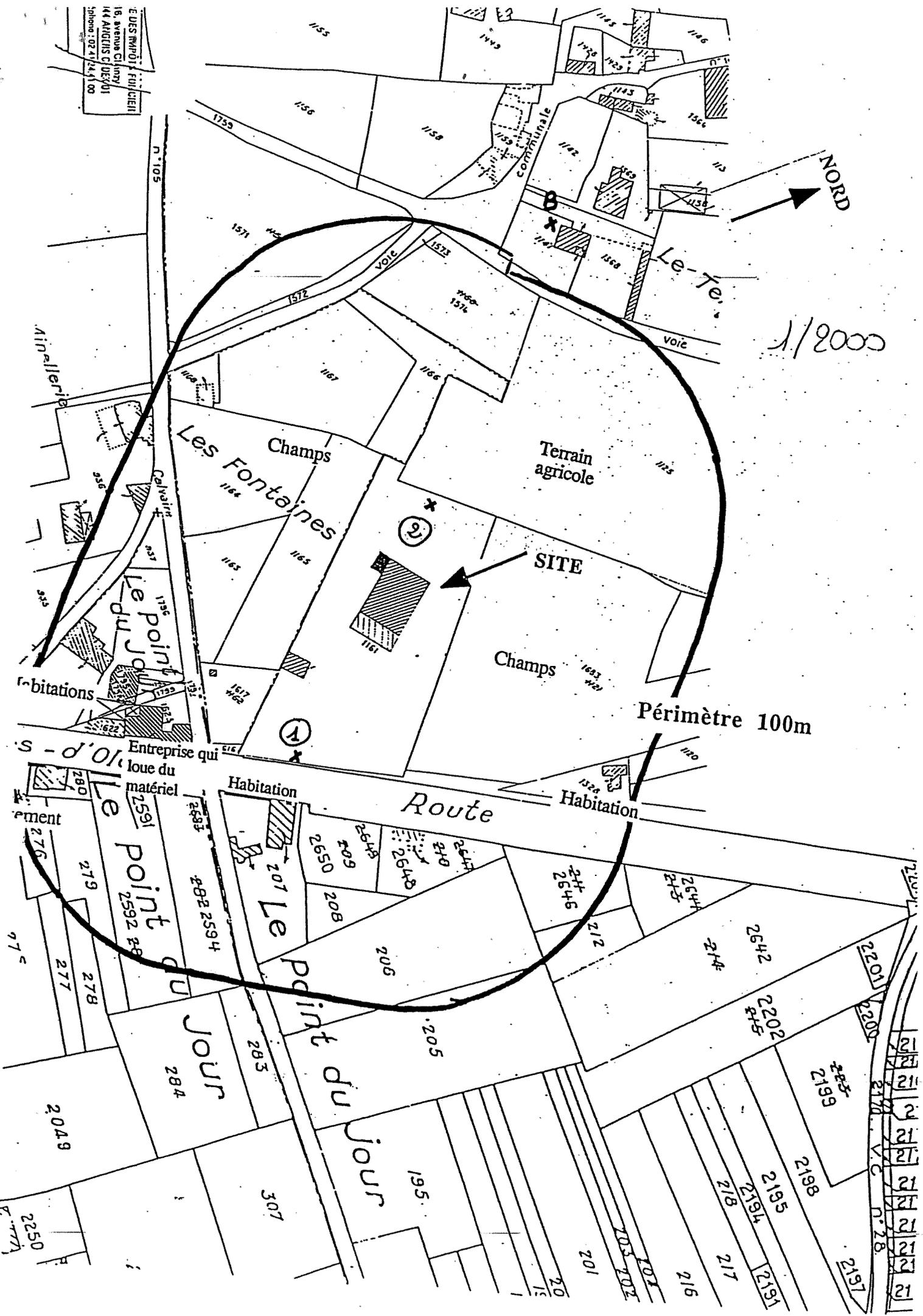
Jean-Jacques CARON

Délai et voie de recours : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du livre V du code de l'environnement, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

EUES (M) P. S. F. U. C. I. E. I.
18, avenue Clémenceau
144 ANCIENS C. D. E. 3. 0. 1
Téléphone : 02 47 24 41 00

NORD

1/2000



Périmètre 100m

SITE

Route

Les Fontaines

Terrain agricole

Champs

Entreprise qui loue du matériel

Habitation

Habitation

Le point du jour

Le point du jour

Le point du jour

Le point du jour

V.C. N° 28

ANNEXE

BILAN ANNUEL DE PRODUCTION DES DECHETS

ANNEE:

Arrêté Préfectoral :
Nom du responsable :

Société :
Adresse :

DESIGNATION DU DECHET	CODE DECHET (1)	QUANTITE EN TONNES	ORIGINE DU DECHET (ATELIER, PROCESS...)	TRAITEMENT DU DECHET	
				SOCIETE	MODE DE TRAITEMENT (2)

(1) selon la nomenclature établie par le Ministère de l'Environnement.

(2) en utilisant le code suivant :

incinération sans récupération d'énergie
incinération avec récupération d'énergie
mise en décharge de classe 1
traitement physico-chimique pour destruction
traitement physico-chimique pour récupération
valorisation

IS
IB
DC1
PC
PCR
VAL

regroupement
prétraitement
épandage
station d'épuration
rejet milieu naturel
mise en décharge de classe 2

REG
PRR
EPA
STA
NAT
DC2

distinction le traitement ou la valorisation interne (1) et externe (2).